

Bonsoir,

Pour ma part, je considère qu'il est important de ne pas se concentrer sur les moyens mais plus sur les objectifs, les résultats.

En d'autre terme, je crois beaucoup au signal prix qui permet à chaque acteur de se positionner sur le meilleur compromis entre les différentes solutions énergétiques y compris les économies d'énergie. Par contre, pour laisser libre cours aux entreprises de réduire leur consommation : signal prix clair et stable ou du moins visible.

Instaurer une taxe carbone uniquement sur l'énergie primaire de telle sorte à en obliger sa réduction et une priorisation de l'énergie à plus faible impact.

Attention, la taxe carbone devrait être rebaptisée car elle ne devrait pas incorporer le seul carbone mais aussi les autres gaz à effet de serre

Elle doit être calculée périodiquement, de type annuellement par les différents fournisseurs sur la base de critères non équivoques :

Le coût d'extraction + prix transformation + prix fin de vie.

Il est en effet important d'intégrer l'énergie grise nécessaire à la production par exemple de panneaux solaire ou d'éolienne. Mais aussi la fin de vie des installations quitte à prendre des conventions pour des hypothèses autour par exemple du nucléaire, du solaire... Elle doit prendre en compte l'empreinte de cette énergie. En d'autre terme privilégier une énergie locale plutôt qu'extraterritoriale par exemple par simple prise en compte de son transport (énergie grise + perte de rendement...).

Pas seulement en terme d'impact émission carbone mais tous les polluants

Instaurer un véritable contrôle des chiffres

Si ces calculs sont trop complexes ou sujets à trop de trafic, l'état via ce type de débat pourrait effectuer lui-même le calcul comme hypothèse de base pour chaque énergie ; tout en laissant la possibilité aux acteurs privés de démontrer de meilleurs ratios avec des notes de calculs détaillées et surtout un contrôle sur les chiffres.

Pourquoi une révision annuelle : simplement pour tenir compte de l'évolution du mix d'énergie primaire par exemple de la production électrique de chaque acteur ?

Et cette taxe carbone est répercutée sur les coûts des énergies par les énergéticiens, pétroliers et autres producteurs locaux ou associatifs.

il faut par contre impérativement bien tenir compte de l'empreinte de chaque énergie pour éviter les fuites de carbone. en d'autre terme, le coût est rendu dans chaque état membre, sinon il faut rajouter le coût carbone liée au transport, extraction, infrastructure et risque amont. Dito pour l'aval au niveau des déchets par exemple.

en cas d'accident ou marée noire, la mise à jour de la taxe pourrait intégrer de manière forfaitée ou calculée les dégâts ou fuites occasionnées par ces accidents...

Un autre point de vue est que cela est bien de fixer des règles et des cibles mais en l'absence de moyens suffisant de contrôle, cela risque de ne pas porter autant qu'escompté. Hors l'Europe ne dispose de pas grands moyens et les états de moins en moins ?

Un autre point de vue : la taxe carbone et autre polluant ne peut qu'être commune au niveau Europe (pour les énergies primaires) sinon distorsion internes.... Par contre, le fait qu'elle soit commune n'exige pas d'unanimité mais une majorité voire un groupe d'intérêt commun. Il convient ensuite d'appliquer la règle d'extraterritorialité à ceux qui ne veulent pas l'intégrer. Histoire d'éviter les fuites carbone internes.

Un autre point de vue. L'Europe de l'énergie ne peut être que contraintes et des règles. Elle doit se vouloir vision, projet. Et pour en avoir il faut quelques moyens. Des moyens communs. Pourquoi ne pas faire supporter ces coûts carbone par les transporteurs, ceux qui portent les réseaux. Pourquoi ne pas parler taxe pour justement aider les infrastructures ? comment imaginer que le développement d'infrastructure soit économiquement viable pour les consommateurs (compétitivité et justice sociale) et de l'autre côté générateur de marge suffisante pour les groupes investissant sachant que les temps de retour sur les infrastructures sont généralement longs ? d'autant plus longs que les consommations stagnent voire étant espéré de réduire, le temps de retour des investissements sur les infrastructures n'en sera que plus important. Donc si l'Europe conserve sa logique de marché sur les infrastructures, elle devra peut-être assortir des encadrements plus structure quant aux résultats et en leur absence, d'obligation de moyens. Peut-être serait-il préférable que l'Europe internalise la marge des opérateurs des infrastructures pour justement réaliser plus d'investissement ; en conservant le critère temps de retour ou TRI pour éviter les gaspillages.

Autre avantage de la taxe carbone : la possibilité de différencier son montant en fonction des consommateurs soit en agissant directement soit par un retour (chèque énergie...) pour tenir compte de la compétitivité et justice sociale. Par contre, nul ne peut en être affranchi, juste pas forcément tous au même niveau.

Cdl

M. POYET
FRANCE